

5 décembre 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Adresse aux Français.

Françaises, Français. Mes chers compatriotes,

Hier l'Assemblée nationale a voté à la majorité absolue le rejet du budget de la sécurité sociale et ce faisant la censure du gouvernement de Michel Barnier. Aujourd'hui, le Premier ministre m'a remis sa démission et celle de son gouvernement et j'en ai pris acte. Je veux ici remercier Michel Barnier pour le travail qu'il a accompli pour le pays, pour son dévouement et pour sa pugnacité. Lui comme ses ministres se sont montrés à la hauteur du moment quand tant d'autres ne l'ont pas été.

Le 9 juin dernier, je me suis adressé à vous pour annoncer la dissolution de l'Assemblée Nationale. Cette décision était à mes yeux en effet inéluctable. D'abord car le vote aux élections européennes avait donné une large avance au Rassemblement national et plaçait les extrêmes en tête. Ensuite, car de nombreux responsables politiques annonçaient déjà la censure pour cet automne. Cependant, je dois bien le reconnaître cette décision n'a pas été comprise. Beaucoup me l'ont reprochée et je sais beaucoup continuent de me le reprocher. C'est un fait et c'est ma responsabilité. Cependant, nul ne peut dire qu'en faisant cela, je ne vous ai pas redonné la parole. Je crois que c'était nécessaire.

Vous avez pris vous-même votre responsabilité en allant massivement voter aux élections législatives en juin et juillet dernier. Et ce vote ainsi que les désistements réciproques décidés par plusieurs partis ont composé une Assemblée Nationale sans majorité. Aucun parti, aucune coalition présentée aux électeurs en effet ne peut prétendre avoir seul la majorité. et cette situation exige une nouvelle organisation politique. C'est inédit mais c'est ainsi. Alors durant cet été, j'ai largement consulté, d'abord pour tenter de convaincre les forces politiques de travailler ensemble, comme cela se fait chez beaucoup de nos voisins, puis pour choisir un Premier ministre qui ne soit pas censuré dès sa nomination.

C'est pourquoi en septembre, mon choix s'est porté sur Michel Barnier, un responsable d'expérience jusqu'alors dans l'opposition. Parce qu'il était en effet susceptible de rassembler la majorité la plus large à l'Assemblée et au Sénat, de la droite républicaine au centre, en passant par les radicaux et les forces indépendantes et des territoires.

J'ai laissé le Premier ministre gouverner, le Parlement légiférer.

Hier donc, le gouvernement a été censuré, et cela malgré les concessions faites par Michel Barnier à l'ensemble des groupes parlementaires. Il a été censuré, ce qui est inédit depuis 60 ans, parce que l'extrême droite et l'extrême gauche se sont unies dans un front anti-républicain et parce que des forces qui hier encore gouvernaient la France ont choisi de les aider.

Je sais bien que certains sont tentés de me rendre responsable de cette situation, c'est beaucoup plus confortable. Mais si j'ai toujours assumé toutes mes responsabilités, une bonne chose comme parfois les erreurs que j'ai pu faire, je n'assumerai jamais l'irresponsabilité des autres, et notamment des parlementaires qui ont choisi en conscience de faire tomber le budget et le gouvernement de la France, à quelques jours des fêtes de Noël.

Les députés du Rassemblement national ont choisi de voter une motion de censure qui disait le contraire de leur programme, qui insultait leurs propres électeurs. Ce faisant ils ont simplement choisi le désordre, qui est le seul projet qui les unit à l'extrême gauche. Et cela avec la complicité du reste du Nouveau Front Populaire. Non pas pour faire, mais pour défaire, pour créer le désordre.

Pourquoi tous ces députés ont-ils agi ainsi ?

Ils ne pensent pas à vous, à vos vies, à vos difficultés, à vos fins de mois, à vos projets. Soyons honnêtes. Ils ne pensent qu'à une seule chose : à l'élection présidentielle. Pour la préparer, pour la provoquer, pour la précipiter. Et cela avec le cynisme, si c'est nécessaire, et un certain sens du chaos.

Mais ce faisant, d'abord ils se gardent bien de vous rappeler la réalité de notre Constitution, quoiqu'il advienne, il ne peut pas y avoir de nouvelles élections législatives avant dix mois. Et dans ces conditions, l'Assemblée a le devoir de faire ce pour quoi vous l'avez élue : travailler ensemble, au service de la France et des Français.

Ensuite, personne, ne peut en fait se permettre d'attendre, pour agir pour être utile. Le monde, l'Europe avancent et nous avons besoin d'un gouvernement qui puisse décider et trancher.

Enfin le mandat que vous m'avez démocratiquement confié est un mandat de cinq ans, et je l'exercerai pleinement jusqu'à son terme. Ma responsabilité exige de veiller à la continuité de l'Etat, au bon fonctionnement de nos institutions, à l'indépendance de notre pays, et à votre protection à tous. Je le fais depuis le début, à vos côtés, à travers les crises sociales, l'épidémie de Covid 19, le retour de la guerre, l'inflation et tant d'épreuves que nous avons partagé.

A partir d'aujourd'hui, c'est une époque nouvelle qui doit commencer où tous devront agir pour la France et où il faudra bâtir des compromis nouveaux. Parce que la planète avance, parce que les défis sont nombreux et parce que nous devons être ambitieux pour la France. Nous ne pouvons nous permettre ni les divisions ni l'immobilisme.

C'est pourquoi je nommerai donc dans les prochains jours un Premier ministre. Je le chargerai de former un gouvernement d'intérêt général représentant toutes les forces politiques d'un arc de gouvernement, qui puissent y participer ou à tout le moins qui s'engagent à ne pas le censurer. Le Premier ministre aura à mener ces consultations et former un gouvernement resserré à votre service.

Sa priorité sera le budget. Une loi spéciale sera déposée avant la mi-décembre au Parlement et cette loi temporaire permettra comme c'est prévu d'ailleurs par notre Constitution, la continuité des services publics et de la vie du pays : elle appliquera pour 2025 les choix de 2024. Et je compte bien qu'une majorité puisse se dégager pour l'adopter au Parlement. Les services publics fonctionneront, les entreprises pourront travailler, nos obligations seront tenues, nos maires pourront évidemment là aussi continuer de fonctionner, je les remercie encore de leur dévouement pour la Nation.

Puis, en début d'année, ce gouvernement préparera un nouveau budget. C'est nécessaire pour en effet protéger les Français des hausses d'impôts mécaniques liées à l'inflation car je refuse que les Français paient la facture de cette censure. Et c'est aussi nécessaire d'avoir ce budget au tout début d'année pour permettre au pays d'investir comme c'était prévu, pour nos armées, notre justice nos forces de l'ordre, mais aussi aider nos agriculteurs en difficultés qui attendaient ce budget ou venir en soutien de la Nouvelle-Calédonie

Vous le savez, je ne pourrai pas me représenter en 2027. C'est pourquoi le seul calendrier qui m'importe n'est pas celui des ambitions, c'est celui de notre Nation, au fond celui qui compte pour vous, pour nous.

Nous avons devant nous trente mois, trente mois jusqu'au terme du mandat que vous m'avez confié. Trente mois pour que le gouvernement puisse agir. Agir pour faire de la France un pays plus fort et plus juste : innover, produire, investir dans les transitions technologiques et environnementales, instruire nos enfants et nos jeunes, prévenir et soigner, protéger. Au moment où les guerres en Europe et au Moyen-Orient nous déstabilisent, continuer de préparer nos armées mais aussi toute la société, et agir pour la paix. Avoir une France plus forte dans une Europe plus forte, plus indépendante et prête peut être à de nouveaux conflits et à résister à toutes les pressions.

Oui les trente mois que nous avons devant nous doivent être trente mois d'actions utiles pour le pays. Et pour cela le gouvernement devra partir du réel et non pas des fantasmes ni des contre-vérités. Je ne crois pas pour ma part que l'avenir de la France puisse se faire avec plus d'impôts, plus des normes, ou avec quelque laxisme face au narcotrafic ou dans la multiplication des divisions, ou dans l'abandon de notre ambition climatique. Il faudra que le gouvernement rassemble pour agir concrètement, au cours de ces trente mois, pour nous et nos enfants.

Regardez, samedi, devant le monde entier, nous allons célébrer la réouverture au public de Notre-Dame-de-Paris. La cathédrale sera rendue aux Parisiennes et aux Parisiens, à nous tous, aux catholiques du monde entier et aux cultes. Et ce chantier qu'on croyait impossible, rappelez-vous, nous tous, ce soir d'avril 2019. Et bien nous l'avons fait. Comme nous avons réussi nos Jeux Olympiques et paralympiques. Nous l'avons fait car il y a eu un cap clair, une volonté et parce que chaque femme et chaque homme ont travaillé dur : responsables publics, fonctionnaires, salariés, compagnons, bénévoles... chacun a eu un rôle essentiel pour une cause plus grande que nous tous. C'est la preuve que nous savons faire de grandes choses, que nous savons faire l'impossible Et d'ailleurs le monde entier, à deux reprises cette année nous admire pour cela.

Et bien c'est la même chose qu'il faut pour la Nation : avoir un cap clair pour ces trente mois : l'école, la santé, la sécurité, le travail, le progrès, le climat, l'Europe. Des actes clairs, qu'un gouvernement devra prendre, au service du pays, un Parlement qui saura trouver les compromis, un sens des responsabilités et du respect. Partout où elle est fragilisée, rebâtir la Nation ; partout où il y a des emportements de l'insulte, remettre de la sagesse et partout où il y a de la division vouloir l'unité ; partout où les uns cèdent à l'angoisse, vouloir l'espérance.

Nous l'avons fait, nous allons le montrer au monde entier, nous en sommes donc capables, nous allons donc le faire pour notre pays et notre République.

Vive la République. Vive la France.